

Je note aussi avec une certaine inquiétude que, dans la recommandation n° 10, le comité ne propose la vérification et la surveillance du contrôle des armements que comme une utilisation possible du programme Radarsat et non comme son but premier, comme ce devrait être.

Les services du ministre auraient pu peut-être coopérer avec le ministère des Affaires extérieures, car j'aimerais que le Canada trouve les fonds nécessaires, dans le cadre de notre programme spatial, de 50 à 100 millions peut-être, pour offrir aux Nations Unies un programme international de satellites relevant d'elles pour vérifier si les accords de réduction des armements sont respectés; il s'agirait de satellites, que le Canada serait disposé à construire avec des associés, si possible, mais seul s'il le fallait. Ce n'est pas indiqué, et je le regrette beaucoup.

Le gouvernement répond qu'il continuera à examiner les applications possibles de la télédétection pour vérifier si les accords de réduction des armements sont bien respectés. C'est bien beau, mais il ne se mouille pas.

Il y a quelques mois, je me suis passionné pour la série télévisée «Space», que le ministre a vu également, j'espère. C'était très bien fait. Cette série est basée sur un roman de James Michener. Le ministre se souvient peut-être des scènes très touchantes où l'on voyait un jeune homme, un élève du secondaire, d'une petite ville du Midwest. Il s'était emballé pour l'espace parce qu'il connaissait un astronome de renommée mondiale, dont l'observatoire se trouvait à proximité de l'endroit où il vivait avec sa petite amie. Ils finirent par participer activement au programme et devinrent les personnages principaux de la série de fiction semi-réaliste intitulée *Space*.

● (1250)

Le gouvernement a donné des réponses très faibles au sujet de la pénurie extrêmement aiguë de personnes ayant la formation scientifique nécessaire pour participer aux programmes spatiaux du Canada. La réponse du ministre à la recommandation n° 17, portant sur la formation de scientifiques et d'ingénieurs spécialisés dans les sciences spatiales, c'est que le gouvernement partage les inquiétudes du comité à cet égard et qu'il fait actuellement une étude pour identifier les futurs besoins en personnel. Le ministre déclare qu'une telle étude doit précéder toute étude portant sur la formation et l'offre de scientifiques et d'ingénieurs dans le domaine de l'espace. Lorsqu'une étude de la demande aura été faite, le gouvernement va se pencher sur la nature et la pertinence d'une étude de l'offre complémentaire.

Il est temps d'arrêter d'étudier la question et de commencer à préparer les scientifiques de l'espace qu'il nous faut. N'oublions pas qu'il faut plus de 10 ans d'études à un diplômé d'école secondaire pour acquérir une formation complète et devenir compétent dans ce domaine. Les diplômés de cette année, par exemple, ne commenceront à mettre à contribution leur formation comme scientifiques de l'espace que vers l'année 1998 ou à peu près.

J'ai à l'esprit les commentaires qu'ont faits à ce sujet certains des témoins qui ont comparu devant le comité. Par exemple, le professeur Rostoker de l'Université de l'Alberta a

déclaré que le peu de perspectives de carrière dans les sciences de l'espace au cours des 15 dernières années a fait baisser considérablement le nombre de jeunes qui sont disposés à embrasser une carrière de chercheur dans ce domaine. Il arrive à la conclusion suivante: «Selon moi, la collectivité scientifique du domaine de la recherche spatiale n'est pas en mesure de participer efficacement à de nouvelles initiatives importantes comme un programme de station spatiale».

Les représentants du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie que j'ai eu à rencontrer m'ont répété la même chose à maintes reprises. Le gouvernement actuel n'est pas le seul à blâmer; le gouvernement libéral antérieur l'est également. Il a systématiquement limité les bourses d'études postdoctorales, l'aide à la recherche universitaire et l'aide aux programmes susceptibles d'encourager et de former des scientifiques dans le domaine des sciences de l'espace. C'est le gouvernement actuel qui a mis un terme aux expériences portant sur la fusée Black Brant au Manitoba. C'est le gouvernement actuel qui a fermé les observatoires du parc Algonquin dans le cadre des compressions imposées au Conseil national de recherches. Le gouvernement fait tout simplement preuve d'hypocrisie en venant ensuite affirmer qu'il se peut qu'un problème existe. En toute honnêteté, le ministre devrait reconnaître que le problème existe, qu'il existe depuis assez longtemps et qu'on aurait dû s'en occuper avant aujourd'hui.

[Français]

Finalement, monsieur le Président, j'aimerais parler de l'Agence spatiale. Comme je viens de le dire dans mes commentaires au ministre, je suis bien déçu du fait que le gouvernement, en 18 mois, n'ait pas encore établi l'Agence spatiale ni annoncé le choix du site de ses quartiers généraux. Effectivement, je crois que maintenant le choix est entre Ottawa et Montréal.

Monsieur le Président, il est clair que, comme député de la région d'Ottawa, j'appuie le choix d'Ottawa comme quartier général de l'Agence spatiale. Mais, en même temps, je reconnais que, comme centre de l'industrie aérospatiale, la ville de Montréal, la région de Montréal, a beaucoup de raisons pour justifier cette demande que l'Agence spatiale soit située dans la région de Montréal.

Monsieur le Président, récemment lorsque mon chef parlait à l'Université de Montréal, il a déclaré carrément que la ville de Montréal était l'endroit logique pour le quartier général de l'Agence spatiale puisque la ville, la région, de Montréal, est le centre de l'industrie aérospatiale dans notre pays.

[Traduction]

Même si j'ai proposé Ottawa comme siège social de cette future agence, je dois reconnaître que d'autres questions me préoccupent davantage en tant que député d'Ottawa qui s'intéresse à la recherche et au développement scientifiques dans tous les domaines. Je pense aux centaines de postes supprimés au Conseil national de recherches, aux scientifiques promis à une fructueuse carrière qui n'ont pas été embauchés, et à la mise à la retraite, au CN, de savants à qui il restait encore huit à dix années de recherches scientifiques fructueuses.